



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 04 novembre 2019

Extrait de la délibération affiché le **12 novembre 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le quatre novembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°153), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Juliette **LOZACH** (présente à partir de la délibération n°151), Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Virginie **LAMBERT** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absents

Franck **DORAY**
Frédéric **LE CAM**
Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 04 novembre 2019

2019.11/152

RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) - MODIFICATION – COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL – FIXATION - ATTRIBUTION

Mme Patricia DUVAL, Adjointe au Maire – Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel au sein de la Fonction Publique d'Etat (RIFSEEP).

Compte tenu du principe de parité en matière de régime indemnitaire, le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale rend possible la transposition du RIFSEEP dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels des corps de l'Etat correspondants.

Le RIFSEEP a ainsi vocation à s'appliquer aux fonctionnaires territoriaux appartenant à des cadres d'emplois assimilés aux corps de l'Etat concernés et à remplacer l'ensemble des primes sur lesquelles est fondé le régime indemnitaire actuellement en vigueur à la Ville de Montivilliers. Ainsi tous les fonctionnaires territoriaux, sauf les policiers municipaux, devront bénéficier du RIFSEEP.

Lors du conseil municipal du 10 décembre 2018, une délibération a été présentée afin de mettre en place la partie liée à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). Cette délibération fixe les modalités d'attribution de l'IFSE selon les groupes de fonctions déterminés au sein de la collectivité.

Dans le même temps et jusqu'en 2018, la Ville de Montivilliers versait à l'ensemble de ses agents chaque année une prime de fin d'année, au cours du mois de novembre. Lors d'un récent contrôle de la Chambre Régionale des Comptes, il s'est avéré que la révision chaque année du montant de cette prime n'était pas conforme aux dispositions l'instaurant et ne pouvait donc continuer à être versée aux agents.

De ce fait, la Ville de Montivilliers propose d'intégrer dans la partie IFSE, le versement d'une indemnité annuelle au mois de Novembre pour conserver le principe de l'attribution d'une prime de fin d'année.

D'autre part, une instruction de la Direction Générale des Finances Publiques a revu les modalités de prise en compte de l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes. Cette instruction prévoit que cette indemnité n'est plus cumulable avec le RIFSEEP et par conséquent doit être intégrée dans la partie IFSE. Les montants de cette indemnité demeurent fixés par arrêté ministériel en fonction des sommes encaissées.

Enfin, lors de la présentation de la délibération de décembre 2018, il était prévu de reporter en 2019 l'examen de la partie liée à l'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA). Les dispositions réglementaires précisent que le CIA n'a pas de caractère obligatoire et peut être mis en œuvre au choix de la collectivité. Par conséquent, la Ville de Montivilliers a choisi de mettre en place le CIA afin de valoriser l'investissement et la mobilisation exceptionnelle des agents dans des circonstances particulières.

L'attribution du CIA s'effectuera conformément au cadre défini dans la présente délibération et en fonction des montants établis selon les catégories hiérarchiques.

La présente délibération propose donc de modifier d'une part la partie IFSE en intégrant à la fois une IFSE prime de fin d'année et à la fois une IFSE régie, et d'autre part de définir les modalités d'attribution du CIA.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2019 ;

VU l'arrêté portant organisation générale des services et l'organigramme ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application aux corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU la circulaire NOR RDFF1427139 C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

VU le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération en date du 16 Mai 2002 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie C de la Ville de Montivilliers et ses délibérations modificatrices en date du 2 Novembre 2006 et du 12 Décembre 2011 ;

VU la délibération en date du 22 Octobre 2012 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie B de la ville de Montivilliers et sa délibération modificatrice en date du 29 mars 2016 ;

VU la délibération en date du 10 décembre 2018 instaurant le RIFSEEP à la Ville de Montivilliers ;

Ainsi que tout texte spécifique au régime indemnitaire des fonctionnaires d'état, publiés ou non, qui fixe, complète ou modifie les régimes indemnitaires pouvant servir de référence au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ;

VU l'avis du Comité Technique du 18 octobre 2019 ;

VU le tableau des effectifs,

CONSIDERANT

- Que la parution de textes réglementaires relatifs aux différentes primes et indemnités de la filière administrative de la fonction publique d'état relatif à la mise en œuvre de l'indemnité de Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ;
- La nécessité de mise en conformité réglementaire du régime indemnitaire mis en œuvre à la Ville de Montivilliers ;
- Que le régime indemnitaire des agents territoriaux est fixé dans la limite de celui applicable aux agents des services de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes conformément au principe de parité ;
- Qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser les principes et les critères d'octroi, de versement et de retenues du régime indemnitaire pour créer les conditions d'une motivation des agents de la collectivité ;
- Que la délibération prévoit les primes de responsabilité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de sorte que le régime indemnitaire n'est pas forfaitaire mais lié au service fait et qu'en l'absence de service fait, il ne peut être versé ;
- La volonté de faire du régime indemnitaire à la fois un outil de management et à la fois une reconnaissance de l'investissement des agents dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Que le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, notamment la prime de fin d'année et l'indemnité de régie.

VU le rapport de Mme l'Adjointe au Maire, chargée des ressources humaines, de la santé et de la sécurité au travail ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'intégrer dans la partie IFSE, déjà délibérée en décembre 2018, le versement annuel au mois de novembre d'une IFSE annuelle, selon les modalités précisées ci-dessous,**
- **D'intégrer également dans la partie IFSE, déjà délibérée en décembre 2018, le versement annuel au mois de février d'une IFSE régie à destination des agents exerçant les missions de régisseurs de recettes,**
- **D'instaurer le versement du Complément Indemnitaire Annuel versé selon les modalités définies ci-dessous.**

Modification apportée à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

1°) IFSE annuelle

a/ Les modalités

Chaque année, au mois de Novembre, il sera versé aux agents une IFSE annuelle.

Cette IFSE annuelle sera d'un montant brut de 800 €, quels que soit les grades et les fonctions des agents. Elle n'a pas vocation à être revalorisée chaque année.

b/ Les bénéficiaires

L'IFSE annuelle est attribuée selon les modalités ci-après :

- Aux agents titulaires, stagiaires et à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Aux contractuels sur emploi permanent à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Aux remplaçants et contrats non permanents, à temps complet, non complet, à temps partiel.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

L'IFSE annuelle est proratisée à la fois en fonction de la quotité de travail et en fonction des dates d'arrivée ou de départ de la collectivité en cours d'année.

2°) L'IFSE régie

Une indemnité de responsabilité est attribuée aux agents territoriaux qui sont chargés régulièrement des fonctions de régisseurs d'avances et/ou de recettes, consistant pour ceux-ci à percevoir des recettes directement auprès des usagers en lieu et place du trésor public.

Le montant de l'indemnité de responsabilités est arrêté par arrêté ministériel.

Conformément aux orientations de la Direction Générale des Collectivités Territoriales, l'indemnité de responsabilité des régisseurs n'est pas cumulable avec le RIFSEEP et par conséquent, doit être intégrée dans la partie IFSE.

Ainsi, les agents exerçant les fonctions de régisseurs percevront au mois de Février de chaque année une IFSE régie, calculée sur la base des sommes encaissées.

3°) Le Complément Indemnitare Annuel

a/ Les modalités

Le Complément Indemnitare Annuel est un outil de management pour les responsables. Il peut être versé aux agents dans les situations suivantes :

- Afin de reconnaître la mobilisation exceptionnelle ou l'investissement personnel exceptionnel des agents, permettant la réalisation de projets / d'interventions pour le service public, nécessitant une réactivité.

- Lorsqu'un ou plusieurs agents sont appelés à faire face temporairement à un surcroît de travail généré par une mission particulière ou par des opérations ne relevant pas de fonctions habituelles.
- Pour les agents qui ont particulièrement contribué à la réussite d'une action, en fonction des résultats obtenus.
- Pour des situations particulières en prenant en compte l'effort significatif accompli par un agent pour limiter ou réduire les effets pour le service d'une absence prolongée.

Le CIA a vocation à être versée selon la survenance des situations énumérées précédemment, il n'a pas vocation à être versé systématiquement chaque année. A cet effet, un imprimé sera complété par les responsables de service, validé par la Direction Générale, afin de motiver la demande de versement de CIA en vue des circonstances particulières. Cette demande sera examinée par le service Ressources Humaines, garant de la cohérence d'ensemble des éléments de rémunération des agents de la collectivité.

b/ Les bénéficiaires

Le CIA est attribué :

- aux agents titulaires, stagiaires et à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.
- aux contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

Le versement pourra se faire aux agents en contrats non permanent selon leurs interventions dans certaines circonstances particulières.

c/ Les montants

Les montants de CIA mentionnés ci-dessous correspondent à un montant fixé dans la limite des plafonds réglementaires applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Le CIA ayant un caractère complémentaire, sa part ne doit pas excéder celle de l'IFSE.

Le CIA ne doit pas dépasser le plafond global du RIFSEEP à savoir :

- 15 % pour les groupes de catégorie A,
- 12 % pour les groupes de catégorie B,
- 10 % pour les groupes de catégorie C.

Les montants sont donc établis de la façon suivante :

- 700 € pour les agents de catégorie A,
- 500 € pour les agents de catégorie B,
- 350 € pour les agents de catégorie C.

Envoyé en préfecture le 12/11/2019

Reçu en préfecture le 12/11/2019

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20191104-M_D191104__152-DE

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget

Budget principal

Comptes : 64118 - 64138

ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 22

Abstention : 7 (Aurélien LECACHEUR, Nada AFIOUNI, Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.